**APPEL A CONTRIBUTION**

***JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES***

**Le fait religieux : sujets et objets dans un monde globalisé**

Annie Benveniste, Nicole Khouri, Yves Lacascade, Monique Selim

Depuis la fin des années 1980, de multiples formes de « religiosité » s’affirment dans l’espace public et se détachent des débats récurrents que nous connaissions jusqu’alors concernant les relations des religions avec le politique (État, institutions), avec la société et avec leurs contenus religieux proprement dits. Ces nouvelles formes de religiosité affectent autant les trois monothéismes que d’autres religions et systèmes de croyances. Paradoxalement, dans certains cas, la sécularisation croissante du politique et des sociétés s’est accompagnée d’une présence importante d’hommes et surtout de femmes dans les communautés de foi déliées des formes et de l’autorité traditionnelles des religions. Partout, le politique et le religieux ne font plus bon ménage et se séparent.

Par ailleurs, nous observons un mouvement permanent de globalisation des biens du salut qui se construit sur leur « déculturation », qu’il s’agisse de ceux concernant le monde de l’au-delà ou de ceux touchant l’intramondain : discipline des corps et des esprits, techniques de spiritualités pour un marché mondialisé, moralisation des conduites et des pratiques, promesses de renaissance et de redécouverte du sens, liens avec le salut ou l’apocalypse écologiques, nouvelles formes de pèlerinages  et de rencontres « religieuses », déplacements de gourous et de télévangélistes, marchés du halal, du casher et de l’alimentation saine…

La rencontre de ces deux phénomènes suscite de nouvelles formes de religiosité dont les néo-fondamentalismes constitueraient l'expression la plus répandue et la plus cohérente, mais guère la seule.

D’une manière générale, ces formes de religiosité repérables dans toutes les sociétés contemporaines ont été le plus souvent analysées soit en termes de déplacement des problèmes socio-économiques et politiques  liés à la crise (de l’État, des institutions nationales, de l’économie) vers une expression religieuse des acteurs, soit en termes de construction identitaire des acteurs, leur apportant sens, voire dignité et émancipation (en particulier pour les femmes) dans le contexte d’un monde globalisé, d’États défaillants et de sociétés en crise. Ce second type d’interprétations avait du mal à se dégager d’un préjugé culturaliste, parfois communautariste, véhiculé par des sciences sociales liées à l’histoire de l’édification particulière des États nations, des républiques et de leurs liens avec l’idéologie de la « laïcité ».

***Les acteurs, leur religiosité et l’idéologie de la «  laïcité »***

Comment sortir du préjugé culturaliste affectant les sciences sociales, les décisions politiques et les médias et de leur prophétie autoréalisatrice intériorisée et portée en miroir par les acteurs en question ? Nous privilégierons  des contributions qui lient les choix religieux des acteurs avec les normes démocratiques, c’est-à-dire :

- les acteurs,  leur capacité de réflexivité qui n’a plus rien à voir avec la relation spontanée à une culture religieuse transmise, leurs trajectoires, leur façon de vivre leur foi, de la redécouvrir, de l’élargir et de se la réapproprier ou, au contraire, de s’en détacher ; les formes de rationalisation qu’ils défendent et leur manière de sortir d’un éventuel ghetto,

- ***et*** la relation revisitée entre la liberté des croyances religieuses et  les expressions  démocratiques des citoyens. Dans certaines sociétés, une conception de la  laïcité qui confine le religieux dans l’espace privé peut ignorer les nouvelles logiques des choix de religiosités,  au risque de développer  une ligne allophobique et excluante perdant de vue la complexité des choix, des attitudes et des pratiques des croyants aujourd’hui.

***Les «  radicalisations  » ici et ailleurs des hommes et des femmes***

Depuis le milieu des années 1980, parfois même un peu plus tôt, une très forte mobilisation des chercheurs (sociologues, anthropologues et politistes) s’est manifestée sur les thèmes désormais liés des « banlieues », des nouvelles affiliations religieuses, du chômage, de la montée de groupes et de fronts d’extrême droite, des politiques de la ville et des institutions municipales…

- Entre 1985 et 2015, qu’y a-t-il de récurrent, qu’y a-t-il de nouveau ? À partir de quel lieu les recherches se bâtissent-elles ? De « l’Occident » qui considère le 11 sept 2001 comme un moment de rupture ? À la suite des Etats-Unis, l’Europe a donné une grande importance à la compréhension et à l’analyse de la bascule de certains acteurs musulmans d’une religiosité considérée comme littérale, communautaire (tablighis, salafistes) vers une affiliation à la fois radicale, offensive et globale, surdéterminant les actions spectaculaires d’une poignée de jihadistes au détriment des populations européennes de religion musulmane, débouchant sur une politique sécuritaire qui conforte la sécurité existentielle de ses citoyens et agissant d’une manière totalement amnésique, voire indifférente aux évènements et aux analyses de faits semblables qui avaient déjà atteint de plein fouet toutes les sociétés à majorités musulmanes centrales ou périphériques.

- Quels liens peut-on établir entre les adolescents nés dans les sociétés européennes et en quête de socialisation et de sens, ayant expérimenté la transgression délinquante, le temps de la prison et leur l’attrait pour les groupes dits radicaux, différents de ceux de la phase antérieure, et incarnés désormais dans l’injonction d’un pseudo État « islamique » qui règne sur un territoire, exploite des ressources, construit ses ministères, son armée, règne avec ses lois sur des populations autochtones héritières des conflits qui ont ensanglanté les sociétés moyen orientales depuis le milieu des années 1970 ?

- Où et comment se fabrique la « radicalisation » des acteurs (mosquées, médiateurs charismatiques, prisons, le net, les réseaux) ? Qu’en est-il des trajectoires des jihadistes européens revenus de l’État « islamique » ainsi que des dispositifs de surveillance et de réinsertion ? Qu’apporte la confrontation des analyses des jihadistes européens avec ceux du Moyen-Orient, d’Europe centrale ou d’Asie (appartenances de classe, profession, insertion dans la société, offre religieuse) ?

- Enfin, quelle place donner à la féminisation importante des vocations radicales tant des femmes salafistes que des femmes juives orthodoxes ou encore fondamentalistes hindoues, bouddhistes, évangélistes etc.

Les contributions, relatives aux points suggérés dans cet appel, sont attendues sur toutes les religiosités actuelles sortant l’islam de son exclusivité réifiante et permettant de nourrir une perspective anthropologique sur le monde global présent dans lequel, sous une de ses faces, l’identité religieuse est devenue une marchandise comme une autre du capitalisme financiarisé, qui s’achète dans des supermarchés numériques de biens idéels et dont on peut changer aussi souvent qu’elle se révèle usée, subjectivement impuissante et objectivement inopérante.

**Les résumés sont attendus avant le 1er septembre 2015 et les articles avant le 1er février 2016.**

**Ils sont à envoyer à :**

Annie Benveniste : annie.benveniste@orange.fr

Yves Lacascade : yves.lacascade@aliceadsl.fr

Nicole khouri : khouri.n@wanadoo.fr

Monique Selim : monique.selim@ird.fr